

PACTE DES MIGRATIONS
**LE DANGER
SE PRÉCISE**

BELLE EUROPE :
**L'ESPAGNE ET
L'ANDALOUSIE**

RESTAURER LA NATURE
**LE DERNIER DÉLIRE
ÉCOLO DE L'UE**

JUIN - AOÛT 2023 / NUMÉRO 12

VU D'EUROPE

LE MAGAZINE DES DÉPUTÉS RASSEMBLEMENT NATIONAL DU GROUPE *IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE*

**SUBMERSION
MIGRATOIRE**

**ÉCOLOGIE
PUNITIVE**

WOKISME

**DÉMOCRATIE
EN PÉRIL**

REPRENONS LE CONTRÔLE !





IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE



LES ÉLUS RASSEMBLEMENT NATIONAL
DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE DU GROUPE ID

**VOUS DÉFENDENT AU
PARLEMENT EUROPÉEN**

JORDAN **BARDELLA** • THIERRY **MARIANI** • DOMINIQUE **BILDE** • VIRGINIE **JORON** • JEAN-PAUL **GARRAUD**
CATHERINE **GRISSET** • GILLES **LEBRETON** • JEAN-FRANÇOIS **JALKH** • AURÉLIA **BEIGNEUX** • PHILIPPE **OLIVIER**
ANNIKA **BRUNA** • FRANCE **JAMET** • ANDRÉ **ROUGÉ** • MATHILDE **ANDROUËT** • JEAN-LIN **LACAPELLE**
MARIE **DAUCHY** • ÉRIC **MINARDI** • PATRICIA **CHAGNON**

ÉDITOS..... 4 À 5

Jean-Paul Garraud, Président
de la Délégation française du Groupe ID

Jordan Bardella, Vice-Président du Groupe
Identité et Démocratie

ACTUALITÉS..... 6 À 7

Dossier du gaz
L'Union européenne contre la Hongrie
Quand la lavande fait grise mine



ACTUALITÉS EUROPÉENNES..... 8 À 9

Nouvelle norme euro 7 :
bientôt tous en trottinette ?
Restaurer la nature :
le dernier délire écolo de l'UE

SUR LE TERRAIN..... 10 À 13



Les dîners-débats et visites de groupes
Les conférences de la Délégation
Les journées EYE 2023
Le Groupe ID à Madrid

DOSSIER THÉMATIQUE..... 14 À 19



PACTE DES MIGRATIONS :
LE DANGER SE PRÉCISE

AdobeStock/ Immigration de masse - Générée par IA

BELLE EUROPE..... 20 À 23



TRIBUNE..... 24



TRIBUNE..... 25



LU POUR VOUS..... 26

LA GUERRE DES INTELLIGENCES
À L'HEURE DE CHAT GPT
de Laurent Alexandre

ÉDITÉ PAR LA DÉLÉGATION FRANÇAISE
DU GROUPE IDENTITÉ & DÉMOCRATIE AU PARLEMENT EUROPÉEN

Directeurs de la publication : Philippe Olivier & Laurent Husser

Pour joindre la rédaction : Groupe ID - Parlement européen
Allée du Printemps 1, avenue du Président Robert Schuman
Bureau M03075 - 67070 STRASBOURG
contact@id-france.eu

Imprimeur : Agence Unanime

Crédits photos : Adobe Stock, Wikipédia & SIPA Presse

Photo 4^e de couverture : Adobe Stock

Jean-Paul Garraud

Député européen

Président de la Délégation française du Groupe ID



PACTE SUR LA MIGRATION ET L'ASILE

Un véritable danger pour l'Europe !

Le 20 avril 2023, le Parlement européen a refusé la tenue d'un débat public sur le Pacte migration et asile, lançant ainsi le mécanisme de son adoption. Composé de plusieurs textes, ce Pacte entraînera la potentielle venue en Europe de 60 à 70 millions de migrants !

Notre magazine *Vu d'Europe* s'est donné pour mission d'informer les Français sur la réalité des actions des institutions de l'Union européenne qui adoptent régulièrement des textes ayant une incidence directe sur la vie des Européens. C'est le cas du **Pacte sur la migration et l'asile**, qui n'intéresse aucun média en France, alors que ses conséquences impacteront lourdement nos sociétés.

Depuis des années, les Européens font face à une immigration extra-européenne de masse, imposée et subie. Le résultat est sans appel : insécurité galopante, dévalorisation du travail et des salaires, montée du communautarisme et de l'islamisme, effacement progressif de notre identité. Pourtant, l'Union européenne poursuit et amplifie cette politique qu'elle souhaite mettre en œuvre le plus rapidement possible. L'objectif de Bruxelles est d'adopter le Pacte avant l'échéance déterminante des élections européennes de l'année prochaine.

Il faut faire vite, de crainte d'un renversement de majorité, fatal à cette Europe qui a finalement

décidé de sa propre disparition, une première dans l'histoire de nos peuples.

D'ici là, nous continuons de nous opposer aux autres dérives bruxelloises. Dans ce numéro nous aborderons les **sanctions inadmissibles que les institutions européennes prennent à l'encontre de la Hongrie**. Nous verrons également les objectifs d'**élargissement débridé que l'UE veut atteindre**. Enfin, nous évoquerons la question des **normes environnementales** qui s'accumulent et oppressent les citoyens européens, tandis que Bruxelles continue de pousser pour l'accord de libre-échange MERCOSUR, l'hypocrisie majeure de la doxa écologiste !

Vous découvrirez aussi **l'Espagne et sa grande culture ainsi qu'une situation politique actuelle passionnante**. Vous apprendrez à mieux connaître le parti patriote VOX, qui a réalisé une percée électorale éclatante et prometteuse le 28 mai dernier, et avec qui nous travaillons régulièrement au Parlement européen.

Bonne lecture !

Jordan Bardella

Député européen

Vice-Président du Groupe Identité et Démocratie

IMMIGRATION

Reprenons le contrôle !

L'attaque perpétrée début juin par un migrant syrien visant des enfants dans un parc d'Annecy a choqué la France et l'Europe entières.

Ce drame est la conséquence directe du désordre migratoire qui règne partout sur notre sol. Plus aucun responsable politique ne peut désormais esquiver le débat sur les faiblesses et le laxisme de l'Union européenne dans la protection des peuples, face à cette immigration devenue hors de contrôle.



Il est temps de rappeler des évidences : les Nations d'Europe ne sont pas des ONG chargées de recueillir toute la misère du monde, et le droit d'asile, honneur de la France lorsqu'il concerne un faible nombre de personnes réellement persécutées et en danger dans leur pays, ne doit pas être dévoyé comme il l'est aujourd'hui.

En matière d'immigration, nous devons d'urgence reprendre le contrôle. Avec vos députés du Rassemblement National au Parlement européen, nous nous battons pour :

- **Protéger nos frontières** par l'instauration d'une véritable police de garde-côtes européenne, renforcée dans ses moyens et ses prérogatives ;
- **Supprimer les subventions publiques aux ONG** d'extrême-gauche coupables de complicité avec les mafias de passeurs ;

- **Refuser le « pacte européen pour les migrations »** qui impose la relocalisation des migrants dans les États membres sous peine de sanctions financières ;
- **Interdire toute promotion du voile et des idéologies islamistes** avec des fonds publics européens ;
- **Soutenir les États européens qui luttent contre l'immigration** anarchique, comme l'Italie ou la Hongrie ;
- **Instaurer une Europe des Nations et des coopérations entre États**, respectueuse de la souveraineté et de l'identité des peuples.

Le premier droit dont les dirigeants français et européens devraient se soucier, c'est celui de nos concitoyens à vivre en sécurité. Entre l'ouverture de nos frontières et la protection des peuples, il faut choisir !

Les élus du RN sont aux côtés de la Hongrie persécutée par l'UE. Ici, Jean-Paul Garraud avec le député hongrois Balazs Hidvéghi.

DOSSIER DU GAZ

BRICOLAGE ET AVEU D'ÉCHEC POUR LA COMMISSION

Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'UE a décidé de se priver des approvisionnements en gaz russe. La conséquence est une hausse démentielle des prix : +900 % entre février 2021 et août 2022 en France.

Pour éponger la facture abyssale, les États tentent d'imaginer des compensations sous forme par exemple de « chèques énergie », qui coûtent des milliards d'argent public. Devant cette double catastrophe, Bruxelles se contente de bricoler. Sa dernière invention se nomme « Aggregate EU ».

Centraliser les achats pour baisser le prix

L'« Aggregate EU » est un mécanisme de mutualisation des achats de gaz dans l'illusion de faire baisser les prix : grouper les achats pour mieux forger des interdépendances qui lieront ensuite les États.

Arrière-pensées idéologiques

On remarquera que l'Union européenne, qui n'a eu de cesse de démanteler les grandes entreprises énergétiques d'État au nom des bienfaits prétendus d'une concurrence

généralisée, est prête à revenir à une logique de centralisation, qui sert ses desseins fédéralistes.

Mais cette initiative est surtout l'aveu implicite que malgré les déclarations tonitruantes des dirigeants européens, nos économies ont encore et pour longtemps besoin d'énergies fossiles. Il est des réalités qu'on ne peut pas fuir.

Aucune garantie

Mais les prix étant déterminés par la situation géopolitique et notamment les dispositions des pays producteurs, il n'est pas sûr que ce mécanisme

fonctionne. Comment croire que les fournisseurs de gaz ne souhaiteront pas y répondre en cartellisant leur offre pour de nouveau peser à la hausse sur les prix ?

En résumé, aucune assurance quant à la facture d'énergie des citoyens l'hiver prochain. Voilà le résultat de « politiques » court-termistes mêlant idéologie, amateurisme et déni de réalité !



par Marie Dauchy



L'ARCHARNEMENT DE L'UE ENVERS LA COURAGEUSE HONGRIE

Il ne se passe pas un jour sans que l'Union européenne invente de nouvelles cabales suivies de sanctions contre la Hongrie, coupable de demander une application rigoureuse des traités européens et le respect des souverainetés nationales.

L'ARME FINANCIÈRE

En plus de cette campagne permanente de diffamation, la Hongrie subit de très pénalisantes sanctions financières : fin 2022, la Commission décidait le gel du versement de 13,3 milliards d'euros de fonds européens au nom du « principe de conditionnalité ». Cette règle inventée pour l'occasion vise à sanctionner un État parfaitement démocratique pour un prétendu non-respect de l'État de droit.

LE CHANTAGE POLITIQUE

Cet acharnement a franchi une nouvelle étape avec le vote au Parlement européen d'une résolution visant à interdire à la Hongrie d'exercer la Présidence du Conseil de l'Union européenne. Du jamais vu sous le ciel maussade de Bruxelles.

On le voit avec l'exemple de la Hongrie, l'Union européenne est fidèle à sa logique impérialiste. Elle tente de « normaliser » les Nations soit par l'arme financière soit par le chantage politique. Un comportement qui la disqualifie.

NORMES ENVIRONNEMENTALES

EMMANUEL MACRON DEMANDE UNE PAUSE

Il était temps d'ouvrir les yeux ! Ces derniers temps, Emmanuel Macron puis le Premier ministre belge ont pris la parole pour s'inquiéter du véritable sprint législatif en cours, en particulier sur les normes environnementales.



par Catherine Griset

En effet, il est impératif pour l'UE de boucler le plus de dossiers possibles d'ici à la fin de la mandature en 2024. Ils découvrent, comme beaucoup d'autres, que le vaste chantier du Pacte vert (ou Green Deal), qui vise la neutralité climatique de l'UE pour 2050, est irréaliste dans les objectifs fixés par la Commission et intenable dans son calendrier. Parmi les mesures emblématiques qui le constituent, citons les textes sur le marché du carbone (donner un prix au CO2), la fin du moteur thermique pour 2035, le doublement de la part des renouvelables (éoliennes, etc.), ou encore l'agriculture.

Au sein même du Parlement européen, les lignes bougent aussi, avec plus d'efficacité

que de simples propos. Le PPE, premier groupe parlementaire (centre-droit, dominé par les Allemands de la CDU), cherche par exemple à entraver certains textes qui mettent en danger l'autonomie alimentaire (c'est le cas d'un règlement relatif à la renaturalisation des campagnes et à la limitation brutale de l'usage des pesticides) ou la structure économique de l'industrie allemande. Quand ce ne sont pas les députés, c'est le Gouvernement lui-même qui engage avec succès un bras de fer avec la Commission sur la question des moteurs thermiques.

À quand un gouvernement français suffisamment courageux pour affronter la Commission ?

INFLATION

PROTECTION DES MÉNAGES : LA BCE SE RÉVEILLE TROP TARD

Chacun le constate, l'inflation explose avec son cortège d'effets négatifs. Les économistes de la Banque centrale européenne et sa présidente, Christine Lagarde, se sont accrochés à leur scénario d'une fièvre passagère.

L'inflation a fait perdre cette année environ 7 % de pouvoir d'achat aux Français, les salaires augmentant moins vite que le coût de la vie et le rendement de l'épargne sans risque étant au mieux de 4 %.

Tout va très bien Madame Lagarde...

Autre conséquence, la bulle immobilière se dégonfle entraînant l'érosion de la valeur du patrimoine des propriétaires et une difficulté accrue d'obtention d'un crédit pour les primo-accédants.

Mais tout aussi importantes sont les conséquences macroéconomiques. La France doit trouver plus de 305 milliards sur les marchés en 2023. Elle devra donc rémunérer davantage ses créanciers et la charge de la dette va redevenir hélas le premier poste du budget. Une lourde épée de Damoclès pour les générations futures !

La remontée brutale des taux d'intérêt a également fragilisé les bilans des banques et des compagnies d'assurances, en diminuant la valeur des obligations qu'elles détenaient, au point de causer la faillite de plusieurs banques aux États-Unis : gare à la contagion en Europe et à vos dépôts...

Tout ceci, Christine Lagarde et ses économistes auraient pourtant dû le voir venir !



NOTRE RÉPONSE À LA BAISSÉ DU POUVOIR D'ACHAT ?

CINQ MESURES IMMÉDIATES :

■ Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité ;

■ Désarrimage du marché européen de l'électricité ;

■ Pour toute hausse de salaire de 10 % accordée à l'ensemble des salariés gagnant jusqu'à trois fois le Smic, les entreprises seront exonérées de cotisations patronales sur cette augmentation ;

■ Gel des mesures d'écologie punitive qui vont grever le budget des ménages, en matière de chauffage, de voiture et de logement ;

■ Politique résolue de limitation des superprofits des grands groupes.



QUAND LA LAVANDE FAIT GRISE MINE

Les lavandiculteurs sont inquiets et ce n'est pas l'Union européenne qui va les rassurer. Que ce soit pour le lavandin (un hybride souvent utilisé en industrie) ou la lavande fine (servant à la parfumerie...), ils ont été frappés de plein fouet ces derniers mois par les prix de l'énergie nécessaire à la distillation de cette plante aromatique.

Coût de l'énergie et surproduction

La baisse de débouchés due à un nombre de plus en plus important de pays concurrents comme la Bulgarie est aussi une donnée nouvelle, tout comme la surproduction.

Drôme, Alpes-de-Haute-Provence, les berceaux historiques de la culture lavandicole ont,

en effet, connu, il y a quelques années, l'arrivée de nouveaux producteurs qui, ne réussissant plus à vivre de la culture des céréales, se sont reportés sur celle des plantes aromatiques. La surproduction a entraîné une baisse des cours.

La parfumerie attaquée par les réglementations bruxelloises

Des aides de 9 millions d'euros ont été enfin validées par Bruxelles cette année, afin de soutenir l'arrachage d'hectares de plants et aider la filière.

Mais rien n'est jamais gratuit avec les technocrates de l'UE qui, à coups de réglementations, s'attaquent aux huiles essentielles et à certains

composants naturels utilisés en parfumerie et aromathérapie. Certains composants sont interdits ou dénaturés, sous prétexte d'allergies potentielles.

Un parfum d'interdit

Pour finir, ayant édicté des nouvelles règles sanitaires, ils ont prohibé l'usage d'un insecticide utilisé par les lavandiculteurs pour éliminer un parasite très spécifique, sans qu'aucun substitut soit proposé. Le résultat est facile à deviner : la lavande est désormais attaquée massivement par ces insectes.

Plus que jamais, soutenons les lavandiculteurs français et leurs produits fabriqués avec ces fleurs à la couleur et au parfum si emblématiques de Provence !

ÉCOLOGIE



par Aurélia Beigneux

« RESTAURATION DE LA NATURE » TEXTE REJETÉ GRÂCE AUX DÉPUTÉS DU GROUPE ID

Allant toujours plus loin dans l'écologie punitive, la Commission européenne souhaitait imposer un texte intitulé prétentivement « Restauration de la nature ».

L'objectif annoncé est officiellement de « freiner le réchauffement climatique » en réhabilitant des terres ou des espaces marins dégradés. En réalité, il s'agit une nouvelle fois au nom de l'écologie d'organiser la logique de décroissance inspirée par le *grünen* allemand, c'est à dire restreindre toute activité humaine.

Même les amis d'Ursula von der Leyen saturent

Les auteurs du texte ont choisi un titre alléchant. Qui peut-être contre « restaurer la nature » ? Problème : derrière ce texte transparaisent des mesures tellement absurdes qu'il a provoqué l'opposition frontale des commissions agriculture et pêche. Le groupe politique de Mme von der Leyen, le PPE, lui-même a claqué la porte en plein milieu des négociations !

Une liste à la PréVERT

Alors que la guerre en Ukraine fait planer de très gros risques sur notre sécurité alimentaire, le texte demande de rendre à la nature 10% des surfaces agricoles. Il souhaite faire disparaître les barrages et barrières sur 25 000 km de rivières, imaginant qu'il suffit de laisser couler librement nos cours d'eau pour sauver la planète. Cette mesure particulière

risque d'inonder des pans entiers de nos territoires et de provoquer la destruction d'éléments importants de notre patrimoine.

Alors que l'Europe est le continent le plus boisé au monde et connaît la plus grande croissance naturelle de ses forêts, il prescrit de planter 3 milliards d'arbres avant 2030. Et, sous prétexte de la végétalisation des villes, la Commission s'ingère dans la planification urbaine jusqu'à imposer ses choix en matière de conception des immeubles !

Le totalitarisme vert en marche

Pour la délégation du Rassemblement National comme pour nos alliés européens, c'est clairement le diktat de trop. C'est par notre opposition que le texte en commissions de l'agriculture et la pêche a été rejeté.

Nouvelle victoire ! Le 27 juin en commission de l'environnement, le texte final a également été rejeté grâce aux voix des députés du Groupe ID. La fonte des soutiens au sein même de l'assemblée montre qu'il est grand temps de stopper la logique de décroissance imposée par les écologistes radicaux qui sévissent au cœur des institutions européennes.



LIQUIDATION DE FRET-SNCF LA COMMISSION DÉRAILLE

Remboursement des subventions

La Commission européenne est en train d'enquêter sur les aides d'État dont a bénéficié Fret-SNCF (filiale à 100 % de la SNCF) pour 2007-2019 ; les autorités de la concurrence estiment ces aides indues et demandent le remboursement par Fret-SNCF des 5,3 milliards d'euros dont elle a bénéficié. Ce alors que cette société, déficitaire pendant des années, venait tout juste de se remettre à flot économiquement...

Obligation de liquidation

Or, Fret-SNCF n'est pas en mesure de rembourser les aides perçues. La « solution » du ministre des Transports, Clément Beaune, est la liquidation pure et simple de Fret-SNCF afin d'effacer la dette ainsi que tout le passif, pour ensuite créer une nouvelle entité.

Obligation de cession

Mais, règles de concurrence européenne obligent, cette nouvelle entité devra céder au moins 20 % de son activité à la concurrence... Comme un air de déjà-vu : en 2021, Bruxelles avait exigé, pour valider la recapitalisation d'AirFrance, que celle-ci cède un nombre conséquent de créneaux de vols (attribués à l'année) aux compagnies concurrentes étrangères...

Un sacrifice très peu écologique

Le comble, c'est que dans le cadre de sa politique environnementale l'UE mise beaucoup sur le rail dans les États membres, notamment pour reporter une partie du fret routier vers le ferroviaire, afin de réduire drastiquement les émissions liées au transport ; et voilà que la Commission oblige la France à sacrifier la branche Fret de la SNCF pour entrouvrir encore plus la porte à la concurrence étrangère, déjà très offensive sur le marché français depuis des années ! Osons dire que la Commission « déraille »...



par Thierry Mariani

ÉLARGISSEMENT DE L'UE : LE DÉLIRE CONTINUE

2023 est l'année « portes ouvertes » pour l'intégration à l'Union européenne. Comme on pouvait s'y attendre, l'attribution à l'Ukraine du statut de « pays candidat » a dopé les espérances d'autres pays : la Bosnie-Herzégovine a obtenu ce statut en décembre, le Kosovo et la Moldavie ont déposé leur candidature. C'est maintenant la Géorgie, pays eurasiatique, qui demande son intégration. Pourquoi pas le Turkménistan ?

Alors que l'élargissement en 2004 a désorienté les États fondateurs, et en premier lieu la France, l'agrandissement sans limite de l'Union européenne nous porte vers des zones régionales instables où la criminalité organisée se frotte les mains à cette idée. Sans parler du coût faramineux pour les contribuables français...

NOUVELLE NORME EURO 7 POUR LES VOITURES ET LES POIDS-LOURDS

LES EUROPÉENS CONDAMNÉS À LA TROTTINETTE ?

Le 10 novembre dernier, la Commission a dévoilé les contours de la future norme Euro 7 encadrant les émissions de particules des véhicules motorisés : on ne ciblera plus seulement les émissions à l'échappement des véhicules thermiques, mais aussi celles générées par les freins et les pneumatiques, y compris pour les véhicules électriques !

Alors que la norme actuelle Euro 6 ne visait que les émissions en sortie d'échappement des véhicules diesels et à essence, dès le 1^{er} juillet 2025 les voitures neuves mises sur le marché européen devront se conformer elles aussi à Euro 7, les poids lourds neufs étant également concernés à partir de juillet 2027.

Manifestement, la politique environnementale du « Pacte vert » imposée par l'UE entend sacrifier les libertés individuelles fondamentales des citoyens européens ; aujourd'hui, bien loin du principe de libre-circulation des biens et des personnes, la Commission use et abuse d'une communication orientée vers le réchauffement climatique, la qualité de l'air ou la santé pour justifier la soumission de toute la filière automobile européenne – et de l'ensemble des

citoyens – à ses objectifs toujours plus contraignants.

La révolution écologiste mange ses enfants

L'annonce de cette norme Euro 7 est de surcroît incohérente : en février, le Parlement européen votait le coup de grâce du moteur thermique, programmé pour 2035, imposant ainsi le choix du « tout électrique », vendu par Bruxelles comme une « révolution » technologique et civilisationnelle ; alors pourquoi Euro 7 vise-t-elle également les voitures électriques ? La « révolution » écolo mangerait-elle ses propres enfants ?

Encore des contraintes

Car il s'agit bien d'une décision politique imposée par la technocratie bruxelloise et non d'un choix industriel des constructeurs européens : et elle intervient sur fond de flambée

des coûts de production et du prix de l'énergie, portant ainsi un coup supplémentaire à l'ensemble de la filière automobile européenne, déjà confrontée à un recul historique des ventes de voitures neuves depuis deux ans et à une pénurie de composants électroniques (semi-conducteurs). En bout de chaîne les automobilistes européens, pris en tenaille entre une crise du pouvoir d'achat et une écologie de plus en plus punitive, se voient aujourd'hui confrontés aux normes les plus strictes au monde en matière d'émissions de polluants !

Un agenda intenable

Terminons sur une note d'espoir qui traduit un amateurisme : la proposition sera débattue au Parlement européen puis au Conseil en vue d'un vote en commission parlementaire et enfin en assemblée plénière. Mais le temps que la procédure législative arrive à son terme jusqu'à l'adoption de la proposition, le paquet législatif « Euro7 » ne verra probablement pas le jour avant la mi-2024 : ce qui fait dire aux acteurs concernés que la date de mise en œuvre proposée (2025) est tout simplement irréaliste.



par Virginie Joron

rendre les produits de consommation plus faciles à réparer et à recycler, les États membres de l'Union européenne s'orientent vers l'interdiction de la destruction des vêtements neufs invendus.

Contre le « gaspi » mondialisé, le localisme

L'objectif de cette réglementation est de réduire la production de déchets en incitant les acteurs économiques à repenser leurs pratiques de gestion des stocks et notamment à trouver des alternatives à la destruction.

VÊTEMENTS INVENDUS

L'UE VA DANS LE BON SENS (MAIS PAS ASSEZ LOIN)

Parmi les propositions de la Commission, un « passeport numérique » sous la forme d'un QR code serait mis en place pour les vêtements – et d'autres produits de consommation. Ce « passeport » contiendrait des informations sur la traçabilité et les matériaux utilisés afin de faciliter la réparation et le recyclage. Nous pensons qu'il convient d'aller plus loin encore en y intégrant l'impact social car beaucoup de produits importés sont issus du travail forcé et/ou sous-payé. Tout ceci devant encourager in fine le made in France.

Et dans cette perspective l'impact environnemental est aussi un facteur à ne pas négliger : un produit fabriqué en France aura parcouru moins de kilomètres avant d'arriver chez vous que s'il était fabriqué à l'étranger. C'est justement ce modèle localiste que nous défendons, lequel consiste à

produire, consommer et recycler au plus près, face à une mondialisation néfaste pour l'environnement – et pour les consommateurs qui ont droit à la qualité. En somme il s'agit de produire moins pour consommer mieux – et français !



SUR TOUS LES TERRAINS, SUR TOUS LES SUJETS VOS DÉPUTÉS VIENNENT À VOTRE RENCONTRE

Les dîners-débats animés par vos députés européens se poursuivent partout en France. Ils vous font également découvrir le Parlement européen, à Bruxelles ou à Strasbourg.

LES DÎNERS-DÉBATS



Marie Dauchy en Gironde



Aurélia Beigneux à Maroilles



Catherine Griset en Alsace



Dominique Bilde à Dunkerque



Philippe Olivier et André Rougé en Nouvelle-Calédonie

SUR TOUS LES TERRAINS



Jean-Paul Garraud a rencontré Judit Varga, ministre hongroise de la Justice, ici avec son prédécesseur au ministère, actuel député européen, Trócsányi László.



Jordan Bardella, accompagné d'Alexandra Masson et de Bryan Masson, députés à l'Assemblée nationale, s'est rendu à Menton, ville frontalière avec l'Italie et symbole de l'échec total du Gouvernement en matière d'immigration clandestine.

LES VISITES DE GROUPE



Jean-Paul Garraud et Jordan Bardella avec un groupe venu d'Occitanie



Dans le cadre de la sous-commission « Sécurité et Défense » du Parlement européen, Jean-Lin Lacapelle a pu rencontrer les forces françaises déployées en Roumanie. Il a rencontré de véritables professionnels qui ont à cœur de travailler à la coopération inter-armées.



Annika Bruha recevait un groupe venu du Val-d'Oise



À Bruxelles, le 1^{er} juin, nos agriculteurs et pêcheurs, venus de toute l'Europe, ont dénoncé les projets délirants de la Commission européenne à leur encontre. Nos élus, France Jamet et Gilles Lebreton étaient à leurs côtés.



Le professeur de droit public, Christophe Boutin a présenté le panorama des recours au référendum et les problématiques attachées à cette pratique, trop souvent négligée. Ici à la tribune avec Jean-Paul Garraud.

RÉFÉRENDUM

REDONNER LE POUVOIR AU PEUPLE

Référendum de 2005 rejeté par les Français, Brexit... Échaudés, les européens sont sans doute de moins en moins enclins à donner la parole au peuple. Pourtant, le référendum n'est-il pas l'expression de la démocratie la plus certaine et incontestable ?

Dans la V^e République, le référendum est conçu comme permettant l'arbitrage du peuple entre les pouvoirs, et au Président de vérifier et consolider sa légitimité politique – la contrepartie étant, comme le fait le général de Gaulle en 1969, de tirer toutes les conséquences en termes de responsabilité politique d'un échec. Expression directe du vrai souverain, le peuple, le référendum devrait être plus présent car il est au cœur de notre démocratie, dont le principe est, rappelons-le: « gouvernement

du peuple, par le peuple et pour le peuple » (art. 2 Const.).

Immigration de masse, élargissement de l'UE à marche forcée..., ces décisions sont souvent bien éloignées de la volonté des peuples. Pensez-vous que le référendum puisse être une réponse aux crises sociales qui s'enchaînent ?

Lorsque les questions qui se posent engagent le destin même de notre nation, il paraît indispensable que le choix soit fait par le peuple souverain. C'est pour cela qu'en 1972, 1992 et 2005, les présidents successifs ont choisi de le consulter par référendum sur l'évolution de l'Union européenne. Mais pour continuer la fuite en avant, bloqué en 2005, le traité de Lisbonne sera ratifié par voie parlementaire en 2007.

En parlant de l'État de droit, vous parlez de « l'État de ceux qui font le droit ». Qu'en est-il concrètement ?

L'État de droit est présenté comme un système de valeurs universelles, préexistant aux Nations, auxquelles les politiques devraient être assujetties ; il n'existe pourtant que parce que certaines Nations ont voulu garantir des droits et libertés. Dès lors, s'il est normal que les politiques respectent ce droit, encore faut-il que ceux qui l'appliquent et l'interprètent, les juges nationaux ou internationaux, n'imposent pas ce faisant leur propre vision du monde, y compris en interdisant aux politiques, et même maintenant aux peuples souverains, de faire librement leurs choix. ■



LE RÉFÉRENDUM, OU COMMENT REDONNER LE POUVOIR AU PEUPLE Christophe Boutin et Frédéric Rouvillois - Édition : La Nouvelle Librairie

Un pouvoir élu peut-il imposer son choix à une majorité de citoyens hostiles ? Sommes-nous des « souverains captifs » ? Ces questions se posent alors que se creuse le fossé entre le peuple et ses dirigeants. Sauf à récuser le principe même de la démocratie, la souveraineté du peuple, il faut rendre la parole à ce dernier. Face à cette urgence, Frédéric Rouvillois et Christophe Boutin en reviennent aux principes même de la V^e République pour rappeler ce qu'a été et dire ce que devrait être le référendum.

UE : DE L'ÉCOLOGIE À LA DÉCROISSANCE AGRICOLE

Le gouvernement néerlandais programme l'expropriation des éleveurs, la Pologne voit le nombre de ses exploitations diminuer drastiquement, la Cour des comptes française préconise la réduction du cheptel français, l'Irlande propose d'abattre 200 000 têtes de bétail... Toute l'Europe est atteinte d'une obsession contre l'élevage.

Pour s'interroger sur cette question qui relève de la souveraineté alimentaire, Patricia Chagnon a réuni au Parlement européen les représentants de confédérations syndicales paysannes de toute l'Europe.

Des décisions injustifiables et irresponsables

La porte-parole des Farmers néerlandais, Sieta van Keimpema est venue confirmer la volonté de son gouvernement d'aller vers une décroissance agricole. Cette idée, pour le moins incompréhensible compte tenu de l'urgence alimentaire, a été confirmée par tous les participants, Polonais, Allemands, Hongrois, Flamands, Espagnols, Français... Cette politique, encouragée et financée par l'UE, est d'autant plus injustifiable que cette réduction s'accompagne d'importations massives des quatre coins du monde.

Patricia Chagnon organisait une conférence au Parlement européen de Bruxelles sur le thème « De l'Écologie à la décroissance agricole » en présence de représentants de syndicats agricoles de 6 pays dont les Farmers néerlandais.





JOURNÉES « EYE » À STRASBOURG

NOS JEUNES FORMENT LA PLUS GRANDE DÉLÉGATION

Il est maintenant de tradition que l'Union européenne organise tous les deux ans courant juin une grande réunion de jeunes européens au Parlement de Strasbourg. Ces journées de la jeunesse européenne sont l'occasion de rencontres, d'échanges mais, disons-le également, de débats orientés par les institutions européennes pour transmettre son message impérialiste. Pour l'occasion, la délégation du RN avait convié 200 jeunes Français de métropole mais aussi d'outre-mer constituant ainsi, parmi tous les pays d'Europe, la plus grande délégation nationale.



Les jeunes invités ont pu goûter au plaisir de siéger dans un hémicycle impressionnant.



Maître Benhassa a tenu une conférence sur le thème de l'État de droit, un sujet au cœur de l'actualité européenne. Ici avec l'eurodéputé de Polynésie Eric Minardi.



À l'initiative d'André Rougé, député européen, une délégation enthousiaste et dynamique venue de la Guadeloupe participait à l'événement.



Le déplacement à Strasbourg a permis à nos 200 jeunes de nombreux échanges avec les députés européens. Ici avec France Jamet.

À leur arrivée et tout au long de leur séjour de deux jours, les jeunes furent accueillis puis accompagnés par des députés du Groupe ID, France Jamet, Thierry Mariani, Marie Dauchy, Éric Minardi, Virginie Joron et André Rougé.

Une immersion européenne

Ce fut l'occasion d'expliquer aux invités le fonctionnement des institutions européennes et plus particulièrement du Parlement qui compte un peu plus de 700 eurodéputés, représentant 27 pays. Ils ont pu visiter le siège de Strasbourg, imposant bâtiment circulaire qui une semaine par mois accueille dans son prestigieux hémicycle les grandes sessions du Parlement européen. La session de Strasbourg est le moment où « Strasbourg » devient une véritable ruche avec une présence quasi complète des députés et une myriade de collaborateurs qui participent, à leurs côtés, au travail parlementaire.

Ambiance studieuse et conviviale

Nos 200 jeunes Français, venus des quatre coins du pays, ont pu échanger entre eux, apprendre à se connaître et surtout évoquer les grandes questions politiques. Une conférence sur le thème brûlant en Europe de « l'État de droit » les a réunis autour d'un orateur prestigieux, l'avocat Ghislain Benhassa.

L'UE se dévoile

Au cours de leur séjour, ils auront été surpris par la présence massive de femmes voilées dans les couloirs du Parlement. Il s'agissait de représentantes du Femyso, l'association proche des Frères musulmans avec laquelle la Commission entretient des liens étroits. Pour l'Union européenne, en effet, tout doit être fait pour faire entrer la Turquie islamiste d'Erdogan en Europe.

Autre constatation, les débats organisés par les instances officielles du Parlement étaient à l'évidence orientés. Ils n'ont eu pour résultat que de finir de convaincre la délégation jeune du groupe ID des orientations wokistes et immigrationnistes de l'Union européenne. Nos jeunes ont toutefois saisi cette occasion pour y faire entendre, avec beaucoup de courtoisie et d'élégance très française, une voix discordante.

MADRID

5^e ÉDITION DES JOURNÉES D'ÉTUDE DU GROUPE IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE DEUX JOURS CONSACRÉS À L'EUROPE DES NATIONS

Après Tallinn, Trieste, Paris et Prague, c'est à Madrid que se sont déroulées les journées d'étude du Groupe ID en présence d'une délégation de députés français. Après la victoire de Vox, parti ami espanol présidé par Santiago Abascal Conde, aux élections municipales et régionales, la venue du Groupe ID en Espagne était un événement. Tables rondes, rencontres et culture étaient au programme de ces deux jours.

Du 7 au 9 juin dernier, une délégation de députés du Groupe Identité et Démocratie était à Madrid pour la 5^e édition des Journées d'étude. Pour les députés italiens, français, allemands, estoniens, danois qui participaient à cette mission, ce déplacement était en outre l'occasion pour eux de se retrouver en dehors du cadre habituel pour travailler les grands dossiers européens.

Des réunions de travail thématiques

En plus de la réunion de groupe pour préparer la session plénière et évoquer les grands sujets du moment, des réunions thématiques et une table ronde ont eu lieu.

Dès l'arrivée, une première réunion, animée par France Jamet, s'est déroulée en présence du représentant de l'Agence européenne de contrôle des pêches, basée à Vigo, capitale de la Galice en Espagne et premier port de pêche européen. Le rôle de cet organisme important est de veiller au respect des règles européennes de la pêche, de lutter contre la pêche clandestine et de contrôler les super chalutiers.

Une autre réunion, présidée par le député allemand Bernhard Zimmiock, a réuni les députés sur le sujet très technique de la surveillance satellitaire. L'ambassadeur du Centre satellite, SatCen, de l'Union européenne ainsi que ses collaborateurs ont apporté aux élus leur expertise.

Une table ronde animée par Jean-Paul Garraud, président de la Délégation française, a été consacrée à la lutte contre la submersion migratoire dans l'UE avec pour prestigieux intervenant Rubén Pulido,

analyste politique et expert en migrations de chez Vox. Un échange très approfondi sur la question migratoire a eu lieu au moment crucial où se discute le funeste pacte des migrations.

Des entretiens politiques

Malgré un agenda chargé, la délégation a eu le privilège de visiter le Congrès des députés espagnols normalement fermé aux visiteurs en cette période marquée par la dissolution de l'Assemblée nationale espagnole. Ce déplacement dans la capitale espagnole fut également l'occasion d'entretiens politiques avec, entre autres, Jorge Buxadé Villalba, député européen, président de la Délégation Vox du Groupe ECR. Une interview de Jorge Buxadé Villalba dans ce numéro vous permettra de faire connaissance avec cet homme politique espagnol d'avenir.

Une rencontre avec le leader de Vox

De son côté, comme chef de la Délégation française, Jean-Paul Garraud a pu échanger longuement avec le président du parti Vox, Santiago Abascal Conde.

Échéances électorales en Espagne et en Europe, collaboration de nos deux groupes sur des sujets primordiaux comme le Pacte des migrations, les thèmes importants au menu de ces discussions étaient nombreux.

Le projet pour une Europe des Nations se construit jour après jour. L'avenir de la vraie Europe passe par une collaboration constante, approfondie et bien sûr amicale entre les défenseurs fervents de leur patrie et de leur peuple.

MADRID, CULTURE, PATRIMOINE ET DOUCEUR DE VIVRE



Le Palais royal et la cathédrale Santa María la Real de la Almudena



Le Palais des communications, situé sur la place de Cibeles, place symbolique où tous les Madrilènes convergent lors d'événements festifs et politiques importants



L'une des plus célèbres et typiques place de Madrid, Plaza Mayor, avec au centre la statue du Roi Philippe III



Visite du Congrès des députés d'Espagne par le Groupe ID



Table ronde sur l'immigration



Rencontre entre Jean-Paul Garraud et Santiago Abascal Conde, président de Vox



Jorge Buxadé Villalba avec Jean-Paul Garraud et Jean-Lin Lacapelle

PACTE DES MIGRATIONS DE L'UE

LE DANGER SE PRÉCISE

Le « Pacte pour les migrations et l'asile » présenté par la Commission européenne le 24 septembre 2020 et entré dans sa phase d'approbation en 2023, a pour objet d'ouvrir totalement les portes de l'Europe à l'immigration du tiers-monde.

Application du « droit à la migration »

Avec ce texte, le pouvoir technocratique de Bruxelles met en application le principe énoncé par le Pacte illégal de Marrakech (décembre 2018), qui reconnaîtrait à tout homme un « droit à la migration ».

Une immigration de peuplement

Sous couvert de « rendre plus sûres » les migrations, l'Union européenne s'apprête par le « Pacte pour les migrations et de l'asile » à organiser les conditions juridiques, logistiques et politiques de transferts massifs de populations vers le continent européen. Pour l'Europe, l'organisation volontaire de ces flux migratoires de grande ampleur signifiera concrètement sa submersion par une immigration de peuplement évaluée à 70 millions de personnes et donc sa déstabilisation.

Une submersion planifiée et organisée

Ce Pacte, élaboré dans le dos des peuples et décidé dans l'opacité des procédures bruxelloises, organise sans oser l'avouer la modification démographique d'un continent considéré par l'UE comme un grand marché ouvert.

Le Pacte est pour l'Europe et pour les citoyens des Nations qui la composent un texte crucial voire vital. Il en appelle à la mobilisation de tous.

LAMPEDUSA OU L'ÉCHEC DE L'UE

Crise, chaos, submersion migratoire. Tous les termes s'assemblent et se ressemblent pour qualifier ce que vit, depuis trop d'années, la petite île de Lampedusa, située entre l'île de Malte et la Tunisie, mais aussi proche de la Libye. Son positionnement géographique explique, en effet, qu'elle occupe une place de choix dans les routes empruntées par les migrants pour entrer de force sur le Vieux Continent. Pour ceux qui viennent d'Afrique du Nord, en particulier, elle en est d'ailleurs la principale porte d'entrée.

Cette invasion migratoire va crescendo. Depuis le début de l'année 2023, plus de 14 000 migrants sont arrivés en Italie - principalement par l'île de Lampedusa, en effet -, contre un peu plus de 5 300 durant la même période l'an dernier et 4 300 en 2021. Les chiffres et statistiques édifiantes sont convergents pour qualifier la situation sur l'île. Pour la seule journée du 20 mars, 1 630 migrants illégaux ont débarqué, et 2 000 lors du week-end de Pâques. Cette situation affolante témoigne du chaos migratoire que subit l'Europe. Les Nations doivent réagir si elles ne veulent pas périr.



Camp de migrants à Lampedusa



LES MESURES DU PACTE SUR LA MIGRATION ET L'ASILE LES RELOCALISATIONS DANS NOS CAMPAGNES

par Jean-Paul Garraud

Contrairement à ce qui est annoncé, ce Pacte sur la migration et l'asile aggravera l'immigration de masse avec une répartition des migrants dans les États membres. Ces « relocalisations » pourront même être rendues obligatoires en cas de « crise », terme qui permet tous les excès. En cas de refus par un État, celui-ci devrait s'acquitter d'une somme de 22 000 euros par migrant refusé. La Commission veut également nommer un « coordinateur européen » pour ces « relocalisations », un technocrate bruxellois non élu, chargé de répartir les migrants d'un État à l'autre. La politique migratoire dépendra ainsi de l'UE, atteinte intolérable à la souveraineté des États !

Certains d'entre eux ont compris le danger, comme la Pologne qui résiste et refuse les migrants et la « punition »

pécuniaire qui l'accompagne. Ce système « s'est déjà avéré absolument inefficace et nuisible », selon son vice-ministre des Affaires étrangères Szymon Szykowski vel Sęk. Le gouvernement français prévoit, quant à lui, de répartir partout en France les migrants présents et à venir. Nos campagnes s'apprentent donc à connaître le sort des villes dont des pans entiers sont devenus des zones de non-France.

L'immigration de masse pour remédier aux problèmes démographiques et sociaux est une erreur fondamentale. Il n'est pas question d'admettre la déconstruction de l'Europe et de la France. Ne pas céder à ce qui nous est présenté comme une fatalité est un véritable impératif catégorique !



Campement de migrants Porte de la Chapelle à Paris que le gouvernement français souhaite répartir sur tout le territoire.

PACTE DE MARRAKECH UNE SUBMERSION MIGRATOIRE ORGANISÉE



Adopté en décembre 2018, le Pacte mondial « pour des migrations sûres, ordonnées et régulières », dit Pacte de Marrakech, signé sans surprise par Emmanuel Macron, consacre pour tous les habitants de la Terre un « droit à l'immigration ». Le Rassemblement National annonçait et dénonçait l'édiction d'un principe général qui ne manquait pas de se traduire en obligations pour nos États.

Et comme l'avait prédit Marine Le Pen, ce « droit mou », c'est-à-dire non-contraignant pour les États, nous emmène aujourd'hui dans du « droit dur », véritablement contraignant. Le Pacte européen sur la migration et l'asile, présenté en septembre 2020 par la Commission de Bruxelles, n'est pas autre chose qu'une application de ce Pacte de Marrakech.

Conférence des Nations unies sur les migrations à Marrakech, au Maroc, mardi 11 décembre 2018.

LES TROIS PILIERS DU PACTE

La presse s'est fait l'écho des premières mesures contenues dans le Pacte des migrations et notamment des sanctions financières appliquées aux États par migrant refusé. Or, le pacte est un dispositif plus vaste qui procède d'une volonté de fluidifier les migrations. Pour eux, la question n'est pas un problème de flux mais d'accueil.

Encourager les migrations : un formidable appel d'air

- L'élargissement du regroupement familial : un migrant entré c'est une famille autorisée à s'installer ;
- L'affrètement de bateaux, d'avions et fournitures de moyens techniques permettra d'organiser les transferts sécurisés de populations ;
- La décriminalisation des actions illicites des ONG complices des passeurs et des trafiquants d'êtres humains sera décrétée.

Dissuader les expulsions : mécaniser les admissions

- Le raccourcissement des délais d'examen de dossier (12 semaines) et l'entrée directe des mineurs, des malades et des familles avec enfants de moins de 12 ans ;
- Le contrôle des États par des « experts » ou des ONG militantes contreont les actions d'expulsion diligentées par les administrations nationales ;
- La régularisation mécanique après l'expiration des délais d'expulsion

(au-delà de 12 semaines) interdira toute action ;

- L'admission obligatoire des migrants recueillis en mer (création d'une nouvelle filière sauvetage maritime) sera instaurée ;
- L'interdiction de faire pression sur les pays d'origine pour faire réadmettre leurs ressortissants encouragera un refus de toute obligation de quitter le territoire.

Installer l'immigration : rendre les « relocalisations » obligatoires

La répartition des migrants dans les États membres deviendra obligatoire (en fonction de la population et du PIB des pays et donc la France sera un lieu d'accueil privilégié).



par Jean-Lin Lacapelle

L'UE LIMITE L'UTILISATION DE L'IA POUR CONTRÔLER L'IMMIGRATION

Le règlement européen sur l'Intelligence artificielle prévoit d'imposer des restrictions d'utilisation sur les IA classées « à haut risque » comprenez à haut risque pour les libertés. Dans ce cadre, la Commission a décidé de classer à haut risque et donc volontairement limiter, « l'évaluation des risques d'immigration irrégulière », « la vérification de l'authenticité des documents de voyage », « l'examen des demandes d'asile, des visas, ou de permis de séjour » et « les possibilités de vérification de l'éligibilité des personnes physiques disposées à migrer ». Elle y ajoute l'identification de personnes physiques aux frontières.

L'intérêt des migrants avant celui des citoyens

En matière d'immigration illégale, force est de constater que l'UE a pris le parti de se placer du côté des migrants et non des Européens. Globalement, l'IA en matière de contrôle de l'immigration illégale sera classée à haut risque c'est-à-dire bridée et en pratique utilisable moyennant quatre niveaux de contrôle et de restriction.

Alors que l'IA offre des possibilités de contrôle des entrées de terroristes, de détection des fraudeurs du droit d'asile, de vérification de l'âge des prétendus mineurs, d'analyse du parcours des migrants et tout cela en temps immédiat, l'UE y met des obstacles.

Lors de la présentation du Pacte le 24 septembre 2020, la Commissaire aux affaires intérieures Y. Johansson a dévoilé les intentions réelles de l'Union européenne dans ce dossier :

« L'immigration fait partie de ce qui rend notre continent prospère. Nous avons beaucoup d'immigration vers l'Europe et nous en avons besoin. Et nous avons besoin de ces gens. Notre société vieillit. Mais nous avons aussi besoin de créer de nouvelles voies d'immigration légales. Pas seulement pour les travailleurs qualifiés, mais aussi pour les travailleurs moyennement et peu qualifiés voulant venir dans l'Union européenne. J'ai parlé tout à l'heure du risque de refoulement. Cela viole le droit de déposer une demande d'asile. Ceux qui sont en droit de rester, et ils sont nombreux, comme je viens de le dire – 3 millions cette année – ont obtenu un titre de séjour, tous ceux qui sont en droit de rester doivent être accueillis, devraient faire partie de nos sociétés. Nous avons besoin de migrants et nous devons aussi prendre nos responsabilités vis-à-vis des réfugiés. »



Multiplier les moyens de contestation

Il est évident que ces restrictions d'utilisation vont servir de prétexte à des guérillas juridiques dont les États n'ont ni les moyens d'y faire face ni le temps. Les ONG immigrationnistes feront systématiquement valoir la violation « de droits fondamentaux » pour interdire le recours à des contrôles ou annuler les procédures de refus d'admission.

Il est à noter que seuls notre intervention et nos votes ont empêché le texte d'être encore plus préjudiciable à l'intérêt de nos pays.

Après avoir saboté Frontex en transformant ce corps de gardes de côte en agence d'accueil de migrants, l'UE prive les citoyens des moyens des protections qu'offrent les progrès techniques.



Frontière hongroise avec la Serbie. Mise en place en 2015, lors de la crise migratoire par le gouvernement de Victor Orban.

LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION L'EUROPE AU PIED DES MURS

Confrontés à une pression migratoire insoutenable, de nombreux pays érigent des murs.

Ils demandent à l'UE de les cofinancer mais la très immigrationniste Ursula von der Leyen refuse.

De très nombreux pays, notamment à l'est mais également au sud de l'Europe, ont pris des décisions pour rendre étanches certains points de passage migratoire en retrouvant des frontières physiques.

C'est le cas de la Pologne, qui s'est lancée dans la construction d'une barrière de protection en juillet 2021 – avec une rapidité d'ailleurs fulgurante, comme quoi tout est possible ! La Hongrie, depuis 2015, comme la Lituanie, la Lettonie et la Grèce ont aussi choisi cette solution.

Une demande générale

En octobre 2021, les ministres de l'Intérieur de douze États membres de l'UE – Autriche, Bulgarie, Chypre, Danemark, Estonie, Grèce, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Pologne, République tchèque et Slovaquie – ont demandé à la Commission de Bruxelles un financement pour la construction de protections physiques à leurs frontières.

Un mépris affiché

La présidente de la Commission Ursula von der Leyen a très vite, et non sans un brin de mépris, opposé sa fin de non-recevoir : « Il n'y aura pas de financement de barbelés et de murs ». Le 26 janvier 2023, en réponse à la demande pressante de la Bulgarie et de l'Autriche, la Commissaire européenne aux affaires intérieures Ylva Johansson récidiva : « Il n'y a pas d'argent dans le budget de l'UE pour cela. Si nous devons dépenser de l'argent pour des murs ou des clôtures, il n'y aurait pas d'argent pour d'autres choses ».

Un choix politique désastreux

Le président du Conseil européen lui-même, Charles Michel – qui n'est pas considéré comme un « eurosceptique » – a concédé qu'un tel financement est « juridiquement possible ». Le Parlement a pour sa part dans un amendement voté le principe de ce financement.

La position de la Commission est donc bien un choix politique mais, encore une fois, un choix politique désastreux contre les États et les peuples.



La Première ministre danoise, Mette Frederiksen, ici au Sommet de la Mer du Nord, avec Emmanuel Macron, Ursula von der Leyen et le chancelier allemand Olaf Scholz: sans doute les aura-t-elle tenté de les convaincre de mettre en œuvre une réelle politique de lutte contre l'immigration incontrôlée!

IMMIGRATION LE DANEMARK FAIT FRONT

Au grand dam de la gauche française et européenne, les socialistes danois ne reculent pas face à l'immigration. Sous la pression du Parti du peuple danois, qui appartient au Groupe Identité et Démocratie, elle la restreint fortement, depuis son arrivée au pouvoir en 2019. Signe que lutter contre l'immigration, c'est possible, y compris à gauche.

Dans ce pays de 5,8 millions d'habitants, dont 11,7 % sont d'origine étrangère, l'immigration est un sujet politique majeur depuis les années 1980. Le Danemark a été traversé par un afflux démesuré de migrants turcs, pakistanais et d'ex-Yougoslavie, puis de migrants du Proche-Orient, de manière plus récente.

La gauche danoise l'a bien compris. Mette Frederiksen, Première ministre social-démocrate du Danemark depuis 2019, affirmait ainsi en 2018 voir « l'immigration non occidentale comme le plus grand défi pour le Danemark ». Ce qui a conduit les sociaux-démocrates à lutter fermement contre elle. La preuve qu'y mettre un coup d'arrêt, c'est possible, même à gauche et, y compris, quand on est membre à la fois de l'UE et de Schengen.

DES MESURES QUI FONCTIONNENT :

Encouragement au départ du territoire pour les migrants, avec une aide au départ volontaire de 30 000 couronnes (4 000 euros).

Assignation à résidence pour les migrants qui refusent de coopérer et de partir de leur plein gré.

Externalisation des détenus étrangers dans la prison de Gjilan, dans le sud-est du Kosovo, contre un versement de 15 millions d'euros au Kosovo.

Externalisation des demandes d'asile dans un centre d'accueil au Rwanda; les demandeurs d'asile doivent couvrir les frais de procédure.

Permis de travail accordé seulement aux étrangers qui ont fait leurs études dans le pays et pour des emplois (véritablement) en pénurie.

UNE POLITIQUE QUI PAYE :

Diminution de 28 % de l'immigration entre 2014 – soit en incluant même l'année 2015 marquée par la crise migratoire – et 2019.

Chute de 80 % du nombre de demandes d'asile entre 2014 et 2021 (passant respectivement de 14 796 à 2 080 demandes).

94 % de départs volontaires, pour 6 % de départs forcés, en 2022.

La gauche française et, plus encore, européenne, qui crie au racisme à tout-va pour tenter de défaire ses adversaires politiques qui s'opposent à l'immigration, a donc reçu une véritable leçon de la part de ses confrères danois – si tant est qu'elle l'ait vraiment comprise et veuille en tenir compte.

TÉMOIGNAGE

Alister
HENSKENS

Député de Waranga
Procureur général
Ministre d'État
Ancien ministre de Science Innovation
et technologie
Ancien ministre de l'Investissement
et du Commerce
Ancien ministre de la Formation
Ancien ministre des Sports
Ancien ministre des Services à la
famille, aux services de proximité et
aux personnes handicapées

POLITIQUE D'IMMIGRATION
EN AUSTRALIE

Au cours de la période de 2007 à 2013, lorsque l'Australie avait un gouvernement travailliste aligné à gauche, les arrivées de bateaux non autorisés sur ses côtes, principalement en provenance d'Indonésie étaient fréquentes.

Ces flux illégaux ont inondé les centres de détention locaux et également causé environ 1 000 morts en mer. Comme pour l'immigration africaine vers l'Europe, des passeurs colportaient de faux espoirs pour des personnes désespérées.

Ces arrivées irrégulières sont devenues très impopulaires auprès de la population. Le débat politique s'est alors focalisé sur le sujet, entraînant un changement de gouvernement pour « l'arrêt des bateaux ».

La nouvelle politique connue un succès spectaculaire

Elle mettait en place plusieurs dispositifs : le remorquage des bateaux pour les maintenir hors des eaux territoriales australiennes. Le deuxième élément consistait à héberger les arrivants dans des centres de rétention situés dans des régions reculées d'Australie ou à envoyer les arrivants dans des endroits comme Nauru ou l'île de Manus.

Par ailleurs, il a été décidé de fournir aux demandeurs d'asile des visas de protection temporaire pendant que leur droit au statut de réfugié était examiné. Ces visas ne donnaient pas à la personne un droit inconditionnel de rester en Australie et ne duraient que tant que la menace dans le pays d'origine subsistait.

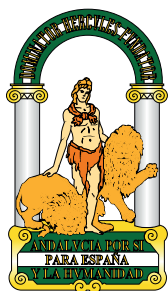
Ces politiques ont complètement arrêté les arrivées de bateaux sur l'Australie continentale. L'afflux de personnes qui de 2007 à 2013 étaient principalement des immigrants économiques cherchant à être considérés comme des réfugiés en vertu des conventions de l'ONU s'est tari presque du jour au lendemain.

10 PRINCIPES
POUR UN CONTRE-PACTE

- Les États restent maîtres de la compétence migratoire (condition d'accueil et expulsion), la compétence de l'UE est une compétence d'appui et non de principe ;
- L'Europe n'a pas vocation à être une terre de peuplement ;
- La solidarité envers les réfugiés doit d'abord s'exercer à l'échelon régional ;
- Toute fraude rend impossible toute régularisation ultérieure ;
- Toute demande d'accueil doit être formulée à l'extérieur de l'espace Schengen ;
- Les recueillis en mer doivent être acheminés dans le port le plus proche conformément au droit de la mer ;
- Ne sont considérées comme admissibles au droit d'asile que les personnes qui sont menacées de mort dans leur pays et peuvent prouver qu'ils ont tenté d'être recueillis dans les pays limitrophes ;
- Les réseaux de passeurs doivent être démantelés et les complicités avec eux punies pénalement ;
- Les mineurs migrants doivent être dans les meilleurs délais renvoyés à leurs parents ;
- Les points d'accueil installés par l'Europe à l'extérieur des frontières de Schengen ont pour principale mission, par la formation et les soins, de préparer les migrants à un retour dans leur pays.



À la découverte



de l'Espagne et de l'Andalousie



Il était impossible de parler de l'Espagne en n'évoquant que sa capitale, Madrid. *Vu d'Europe* a donc fait le choix de vous emmener à la découverte de ce pays flamboyant par les chemins qui sillonnent l'Andalousie, entrecoupés des typiques villages blancs. De Séville à Malaga, en passant par Grenade, Cadix ou Cordoue, ce pays, à l'histoire multiséculaire, ne cessera de vous émerveiller.

L'Espagne est empreinte de son histoire. Qu'elle remonte à l'époque romaine, à la colonisation musulmane ou à la *reconquista* par les souverains catholiques, partout vous trouverez des vestiges de ces différentes périodes qui ont forgé le pays et l'âme de son peuple.

Plus de 50 sites partout en Espagne ont été classés, au fil du temps, au patrimoine mondial de l'Unesco.

Vu d'Europe vous emmène à la découverte de la région andalouse, parfait symbole de la richesse historique, culturelle, gastronomique et traditionnelle de l'Espagne.

Que vous choisissiez Séville ou Malaga comme point de départ de votre périple andalou, les paysages, le patrimoine, les plages, les spécialités culinaires ou encore les fêtes et célébrations vous transporteront.

À NE PAS MANQUER

CATHÉDRALE NOTRE-DAME DE SÉVILLE

Construite à partir de 1402 dans le style gothique, elle fut consacrée en 1507. Vous y découvrirez le tombeau de Christophe Colomb et un somptueux retable conçu par le sculpteur flamand Pierre Dancart en 1482. Il est considéré comme le plus grand et somptueux des retables de toute la chrétienté.



JEREZ DE LA FRONTERA CAPITALE DE L'ART ÉQUESTRE

Connue pour son vin, le Xérès, elle est également l'une des capitales andalouses du flamenco, avec Séville et Cadix. Mais ce qui fait sa renommée, c'est surtout l'élevage équin et sa célèbre école royale d'art équestre.



CAMINO DEL REY AUTREFOIS LE SENTIER LE PLUS DANGEREUX DU MONDE

À quelques kilomètres de Malaga, ce sentier qui servit au début du XX^e à l'acheminement de matériaux pour la centrale hydroélectrique de la région, a été réaménagé et sécurisé. Son parcours d'environ 8 km vous permettra d'admirer la vallée de Guadalhorce. Spectaculaire!



Séville, l'incontournable

Si vous ne deviez visiter qu'une seule des magnifiques villes d'Andalousie, ça devrait être sa capitale, Séville. Sa douceur de vivre en hiver, la chaleur de ses nuits en été ne laissent personne indifférent. Visiter Séville c'est découvrir un patrimoine architectural impressionnant : la cathédrale Notre-Dame et la Giralda mais aussi l'Alcazar, la place d'Espagne, la Tour d'or. Vous pourrez également déambuler dans les ruelles du quartier typique de Triana. Escapade romantique ou virée entre amis, Séville est la destination idéale en toute saison.

La capitale andalouse se vit aussi et surtout la nuit. Tapas et flamenco en rythment les soirées. *Caliente!*

Cordoue, la belle andalouse

Sans doute moins connue que Séville, Grenade ou Malaga, Cordoue mérite indéniablement le détour. Son centre historique est inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1994. Elle témoigne d'une grande mixité culturelle et religieuse. Vous déambulerez dans les ruelles du

Place d'Espagne à Séville, conçue pour l'Exposition ibéro-américaine de 1929 par l'architecte local Aníbal González.

quartier juif médiéval qui vous mèneront à la Mezquita, la somptueuse mosquée-cathédrale pour ensuite traverser un pont romain, édifié sur le Guadalquivir par les Romains en 45 av. J.-C. Vous ne devez pas quitter Cordoue sans visiter l'Alcazar des rois chrétiens et ses somptueux jardins.

Les villages blancs et Ronda

La ville de Ronda est à découvrir absolument. Elle est l'un des sites exceptionnels de la route des villages blancs. Sa situation géographique qui surplombe les gorges d'El Tajo offre un point de vue à couper le souffle sur la vallée depuis le Pont neuf, monument emblématique de Ronda. Construit pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, le *Puerto Nuevo* fait pratiquement 100 mètres de haut. Il permet de faire le lien entre la vieille ville et la partie moderne de Ronda.

Votre périple andalou doit évidemment passer par Grenade, Cadix ou Malaga mais n'oubliez pas de longer les côtes magnifiques, parfois sauvages, et si vous prenez le temps de regarder au loin vers l'horizon, vous pourrez observer les dauphins, nombreux, qui s'amuse au large.

Magique!

Le tombeau de Christophe Colomb, situé dans le transept droit de la cathédrale de Séville montre le cercueil porté sur les épaules de chevaliers revêtus des costumes représentant les 4 grands royaumes d'Espagne.





Procession lors de la Semaine Sainte à Malaga.

LA SEMAINE SAINTE EN ESPAGNE

Fêter Pâques en Espagne est une véritable institution. Chaque année, la Semaine Sainte débute dès le dimanche des Rameaux et se poursuit jusqu'au dimanche de Pâques. Chaque jour, des processions ont lieu à travers tout le pays mais c'est en Andalousie que ces festivités sont les plus spectaculaires.

Les confréries religieuses de chaque ville organisent des défilés au cours desquels les pénitents portent sur leurs épaules de lourds autels appelés pasos. Ces derniers supportent des sculptures figurant des scènes de la Passion ou bien des statues représentant un saint, la Vierge Marie ou encore le Christ crucifié.



Les mains et les doigts sont aussi expressifs que la voix ou la danse et proposent des figures très travaillées et expressives appelées floreos.

LE FLAMENCO, ART ANDALOU

À l'origine, dans le quartier de Triana de Séville mais aussi à Jerez ou Cadix, le flamenco n'est qu'un simple chant. Accompagnée de percussions, de castagnettes, de guitare classique, la danse évoluera au fil du temps par l'influence de différentes cultures. Le flamenco a été inscrit par l'Unesco au patrimoine culturel immatériel de l'humanité en 2010.

C'est plus qu'une simple danse. L'interprète, homme ou femme, exprime par sa danse, son chant, ses gestes tous les sentiments : l'amour, la colère, la tristesse... Il est un formidable moyen de communication. L'artiste vous embarque avec lui, vos émotions sont décuplées.

L'ESPAGNE, L'AUTRE PAYS DU CINÉMA

La variété des paysages espagnols est impressionnante et propice aux tournages de films. À l'époque des westerns, de nombreuses productions internationales avaient choisi l'Espagne et la région d'Almería pour reproduire le far west. Plus récemment, Georges Lucas choisit la Plaza de España pour tourner une scène de L'Attaque des clones, 2^e opus moderne de la Guerre des étoiles. Enfin de nombreuses scènes de l'une des séries les plus regardées au monde, Game of Thrones, furent tournées en Espagne et notamment en Andalousie à Cordoue ou Séville.



Itálica, située non loin de Séville, est une ancienne ville romaine, fondée en 206 av. J.-C. par Scipion l'Africain. Elle fut le lieu de tournage d'une des plus célèbres scènes de Game of Thrones.

LA GASTRONOMIE ESPAGNOLE

L'Espagne a une longue histoire liée à l'olive et à sa production d'huile qui remonte à l'Antiquité. Premier producteur mondial d'huile d'olive, l'Andalousie est la première région avec 80 % de la production nationale. La capitale de l'huile d'olive, c'est Jaén. Vous verrez, si vous faites la route en voiture depuis Madrid, des champs et des montagnes entiers recouverts d'oliviers. Impressionnant !



Comment parler d'Espagne sans évoquer les tapas. C'est certes plus un moment de convivialité qu'une expérience gastronomique mais c'est ce qui fait l'Espagne, sa joie de vivre, son esprit de partage. *Jamón, tortilla, croquetas, pulpo* accompagnés d'une *cerveza* bien fraîche en terrasse ou au comptoir du bistrot, tout y est !



Il existe des saveurs qui ne s'oublient pas. Le *jamón* ibérique de Bellota en fait partie. D'appellation d'origine protégée, la *pata negra* est réservée au jambon ibérique dit de Bellota, c'est-à-dire au jambon issu d'un cochon à robe noire nourri essentiellement de glands. Certes le jambon coûte cher mais il est exceptionnel !



La paëlla est originaire de Valence mais est cuisinée partout en Espagne et il n'y a pas qu'une seule recette. C'est le plat typique du repas de famille et de la fête. Mais attention, si vous vous lancez, c'est avec de la viande ou du poisson, la paëlla mixte c'est uniquement pour les touristes !



ISABELLE, LA CATHOLIQUE (1451 - 1504)

Isabelle 1^{re} de Castille, dite Isabelle la Catholique, fut reine de Castille et Leon, puis par son mariage avec Ferdinand d'Aragon, reine d'Aragon, de Valence, Majorque, Sardaigne, Sicile et Naples.

Son règne fut marqué par deux événements historiques majeurs : la conquête du Royaume de Grenade (1482-1492), c'est-à-dire la fin de la *Reconquista* et la découverte en 1492 de l'Amérique par Christophe Colomb.

La capitulation de Grenade par F. Pradilla: Mohammed XII se rend à Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon, 1492.





Jorge Buxadé Villalba, député
du parti espagnol Vox.

INTERVIEW

Jorge Buxadé Villalba

Propos recueillis
par Laurent Husser

VOX

Vox est un parti populiste créé en 2013, ferme face aux mouvements indépendantistes, aux idées politiques solides ancrées au cœur de l'Histoire espagnole et qui s'affiche clairement comme libéral-conservateur.

Son leader Santiago Abascal ne fait pas mystère de ses convictions traditionnelles et s'impose comme un rempart contre le wokisme qui a fait des ravages ces dernières années en Espagne.

La chute vertigineuse de la gauche espagnole aux récentes élections, marque, espérons-le, l'arrêt brutal des idées de déconstruction sociétale subies par les Espagnols.

Vox est désormais la 3^e force politique du pays, après les dernières élections locales. Espérons que cette superbe performance sera surpassée aux élections législatives anticipées de juillet 2023 !

www.voxespana.es

Quelle est la situation en Espagne après les récentes élections ?

Le récent succès de VOX aux élections, qui nous a permis de tripler le nombre de conseillers et de faire une entrée remarquée dans toutes les régions, nous remplit d'espoir. Cette réussite apporte une lueur d'optimisme aux Espagnols.

Nous nous concentrons désormais sur la construction d'une alternative. Par conséquent, nous demandons au Parti Populaire de prendre une décision : soit construire une alternative avec nous, soit continuer avec le statu quo, qui ne serait pas une alternative mais une continuation du système bipartisan actuel.

Quelle politique migratoire envisagez-vous pour l'Espagne ?

La position de VOX est de donner la priorité aux intérêts des citoyens espagnols. Nous croyons en une immigration légale, ordonnée et assimilée qui contribue positivement à l'Espagne et respecte nos lois et nos coutumes.

Prenons, par exemple, la récente flambée de violence liée aux attaques à la machette dans nos villes. Il ne s'agit pas d'un incident isolé ou d'un problème insignifiant. Il s'agit d'une préoccupation grave et croissante pour la sécurité de nos citoyens. Les rues, les places et les parcs espagnols se transforment en champs de bataille, et c'est le résultat direct d'une

immigration clandestine incontrôlée et d'une application laxiste de la loi.

Quelles sont vos perspectives pour les prochaines élections de juillet et pour 2024 ?

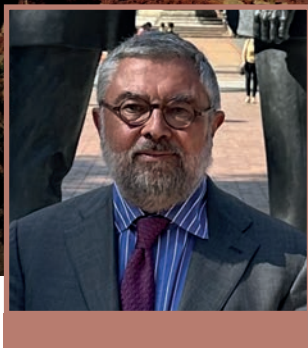
Les prochaines élections sont extrêmement importantes pour l'Espagne et l'Union européenne.

Nous sommes également optimistes quant aux prochaines élections européennes de 2024. Le compte à rebours est lancé pour les élites bruxelloises. Tout ce dont elles semblent capables, c'est de générer et de perpétuer des crises, l'une après l'autre.

Nous sommes convaincus que les partis patriotiques et conservateurs de toute l'Europe doivent jouer un rôle décisif dans ces élections pour modifier le cours de l'UE.

Quelle définition de VOX et de son idéologie pouvez-vous donner ?

VOX est plus qu'un parti politique, c'est un mouvement national qui cherche à défendre les intérêts nationaux, l'unité espagnole et les valeurs permanentes de bonté, de beauté et de vérité. Nous nous dressons comme un rempart contre les antivaleurs du mondialisme qui commercialisent la méchanceté, la laideur et le mensonge, et qui agissent pour dissoudre l'identité nationale. Nous croyons ardemment au riche patrimoine culturel de l'Espagne et nous nous efforçons de protéger cet héritage ! ■



LA NOUVELLE CALÉDONIE, TERRITOIRE FRANÇAIS HORS DE L'UNION EUROPÉENNE

**André
ROUGÉ**

Député européen
Membre de la commission
du développement régional

Le territoire calédonien, français depuis 1853, permet à notre pays d'être présent dans l'une des zones les plus stratégiques du monde : l'Indo-Pacifique. À elle seule, la zone économique exclusive (ZEE) de la France représente 11 millions de kilomètres carrés (1^{re} mondiale) dont 1,3 million pour la Nouvelle-Calédonie. Pourtant en raison d'un statut particulier, ce territoire français aux nombreux atouts ne fait pas partie de l'Union européenne.

Un pacte commercial entre l'Union européenne et l'Indonésie aux dépens du Caillou

Après avoir signé un traité avec les Îles Salomon au détriment des territoires français du Pacifique Sud, l'Union européenne, toujours avide de libre-échange, est en passe de conclure un nouvel accord avec l'Indonésie sur le nickel. Cette ressource capitale, notamment pour les appareils électroniques, est pourtant bien présente en Nouvelle-Calédonie. À lui seul, le Caillou fait de la France le quatrième producteur mondial de nickel. Il dispose de trois usines de traitement et possède près de 30 % des réserves mondiales de nickel.

En allant chercher ailleurs ce que la France possède, l'Union européenne persiste dans sa volonté de profiter au développement de l'autre au détriment du développement des siens. Ce précieux minerai est une composante majeure pour l'industrie électronique. Elon Musk l'a bien compris, la société

Tesla ayant déjà prévu de nombreuses commandes de nickel en provenance de l'archipel.

Il est nécessaire de se pencher sur le sujet du nickel afin de favoriser le développement économique, technique et industriel des États membres. Nécessairement, cela passera par un soutien prioritaire aux territoires disposant de cette ressource, dont la Nouvelle-Calédonie fait partie.

L'urgence de créer une Agence européenne de la mer

La présence de la France dans quatre des cinq océans nous oblige. Par cela, il est nécessaire de développer une économie bleue à la hauteur des enjeux.

Grâce au port autonome de Nouméa, la France est devenue la deuxième plateforme de transbordement de l'Océanie. Les océans regorgent de ressources en terres rares et d'une biodiversité riche qui ne font l'objet que d'une exploitation partielle par manque d'intérêt des gouvernements successifs,

effrayés par les revendications prétendument écologistes.

Une multitude d'organismes et de centres de recherche existent autour du sujet maritime. Très onéreux, ces derniers souffrent néanmoins d'un manque d'interrelation.

Le projet porté par le Rassemblement National visant à créer une Agence européenne de la mer permettrait, en ce sens, de fédérer ces organismes pour les rendre non seulement plus efficaces, mais également plus pertinents pour les populations ultramarines et leurs besoins.



À l'heure où l'UE vante les mérites du tout électrique et parle de souveraineté, le nickel produit en Nouvelle-Calédonie devrait être utilisé par les industries européennes.



Philippe OLIVIER

Député européen
Membre de la commission
des transports

GUERRE À LA FILIÈRE DE LA VIANDE D'UNE TRANSITION ALIMENTAIRE À UNE RUPTURE CIVILISATIONNELLE

Promotion de la viande végétale, attaques contre les bouchers par des commandos antispécistes, expropriations des éleveurs hollandais, rapport de la Cour des comptes qui prescrit la diminution du cheptel français, autorisation de consommation de protéines d'insectes... tous ces éléments apparaissent comme des initiatives d'origine différente. Pourtant, toutes ont un point commun. Elles convergent pour nous entraîner, sans nous le dire, vers une grande transition. Décryptage.

Fin novembre 2022, au nom de la lutte contre l'azote, le gouvernement néerlandais a décidé la réduction de la production hollandaise bovine de 30 à 50 %. Cette démarche de décroissance forcée est si assumée qu'elle s'accompagne d'un plan d'expropriations d'éleveurs.

La décision d'une brutalité sans nom est fort peu compréhensible à un moment où la croissance démographique de la planète appelle à une mobilisation alimentaire mondiale. Aux Pays-Bas, pays réputé calme, elle a suscité des manifestations rurales et une révolte électorale avec la victoire écrasante du parti des Farmers aux dernières élections.

La Hollande laboratoire européen

On pourrait penser que le cas hollandais est isolé. Or, en France, c'est la Cour des comptes qui vient, dans un rapport du 22 mai, nous rappeler que la France devait s'approprier à une « réduction importante de son cheptel bovin », la baisse de 10 % enregistrée depuis 2017 n'étant pas suffisante. De l'autre côté du Rhin, bœufs, porcs, volailles, toutes les filières animales affichent des baisses de production significatives.

La Pologne connaît le même phénomène; le gouvernement irlandais quant à lui propose d'abattre spontanément 200 000 vaches « pour atteindre les objectifs climatiques ».

Dans le même temps, des commentateurs viennent sur les plateaux de télévision nous expliquer doctement que nous mangeons trop de viande.

L'offensive est trop convergente pour être le fruit du hasard.

Le décroissantisme rejoint l'antispécisme

Il faut voir dans cette offensive qui n'est pas récente mais qui commence à triompher, l'influence d'idéologies portées par des écologistes radicaux mais également par les antispécistes qui militent pour l'arrêt de la consommation de viande. Relayées au sein de nos institutions nationales et européennes, ces thèses postulent que l'homme ne doit plus prétendre à une quelconque prééminence sur la nature ou les animaux. Réduit au rang de mammifère (nuisible), l'homme est sommé de s'effacer. C'est là une révolution intellectuelle et même civilisationnelle qui n'avoue pas son nom.

Cette dégradation de la conception de l'être humain constitue une double rupture avec nos valeurs de civilisation :

- Une rupture avec nos valeurs chrétiennes qui, comme la Grèce antique, reconnaissent à l'homme, être de raison et de spiritualité, une dignité particulière par rapport à l'animal ;

- une rupture avec l'esprit des Lumières qui voit dans la capacité intellectuelle et scientifique de l'homme des perspectives de progrès et dans son

esprit de responsabilité une légitimité à harmoniser la nature.

Vers un antihumanisme

Cette idéologie d'inspiration nihiliste qui rôde dans les instances de pouvoir et trouve à s'appliquer, procède d'un anti-humanisme effrayant ; elle tourne également le dos à la démarche scientifique qui est pleine de l'espérance et du dynamisme qui ont fait notre civilisation.

Cette double négation nous fait glisser, sans bruit et de manière pour l'instant indolore, dans une logique d'extinction volontaire.

Cela, nous ne pouvons l'accepter.

« *Pour le climat,
merci d'éviter
la voiture,
la viande
et les enfants* »

Editorial du *Toronto Sun*
15 juillet 2017

Lu pour vous

CONFRONTATION IA/INTELLIGENCE HUMAINE : VERS DES DÉBATS ÉTHIQUES VERTIGINEUX

par Philippe Olivier

Neurobiologiste, énarque et fondateur de Doctissimo, le Dr Laurent Alexandre est aussi un lanceur d'alerte. Il est également un formidable brasseur d'idées, souvent nouvelles, parfois iconoclastes mais toujours vivifiantes parce que d'une grande intelligence prospective. C'est à un voyage dans le débat d'idées d'abord puis dans le futur auquel ce bouillant esprit nous invite, un scénario de science-fiction dans lequel la science a certainement dépassé la fiction.

Avec son nouvel essai, Laurent Alexandre franchit un degré supplémentaire dans la réflexion sur la société numérique ou plutôt sur la révolution cognitive. Avec son ton bien à lui qui frise parfois la provocation, il vient réveiller nos sociétés endormies qui croient dans la stabilité immuable du monde et dans un droit divin à la puissance.

Avec l'intelligence artificielle conversationnelle qui échange, puis maintenant générative qui crée des images et des textes, nous sommes entrés dans une nouvelle phase de la révolution cognitive. L'homme a perdu le monopole de l'intelligence au profit de machines surpuissantes, surhumaines, et peut-être un jour inhumaines. La grande bifurcation que nous vivons peut conduire à la domination du monde par l'IA, une IA que les gourous messianiques de la Silicon Valley en quête d'immortalité veulent utiliser à l'infini et jusqu'à l'ambition théocratique de « tuer la mort ».

« Pas loin d'un décrochage définitif »

Les IA brouillent la frontière entre la vraie vie et le virtuel, entre le réel et l'irréel. Face à cette révolution qui sera également économique et anthropologique, le monde politique, pourtant chargé des grandes régulations, reste en état de sidération.

Pour endiguer le déclassement qui pointe, nos sociétés doivent tourner le dos à l'anti-scientisme et au nihilisme vert qui relève d'un tragique obscurantisme. Il nous faut déclencher un « blitzkrieg industriel ». Contre la

décroissance et face au réalisme des grandes nations numériques, l'auteur appelle une Europe qui se contente aujourd'hui d'être « une proie consentante » à une politique de puissance.

Sortir du déni pour sortir du sous-développement

Pour Laurent Alexandre, la baisse du QI moyen, grand tabou des politiques publiques, comme la fuite des cerveaux, doit nous alerter.

En matière d'IA, comme un pays sous développé, nous exportons notre matière première – notre matière grise – et importons des biens à haute valeur ajoutée produits sur la côte ouest des États-Unis ou en Chine.

Face à la destruction mécanique des emplois, l'essayiste appelle donc de ses vœux un « état stratège ». Les emplois de demain nécessiteront une grande flexibilité, une grande complémentarité avec l'IA et une transversalité intellectuelle. La réussite tiendra à la qualité du couple intelligence humaine-IA.

Vers le transhumanisme

Il y a fort à parier que tout le monde ne sera pas invité à la table de ce festin cognitif. Les moins intelligents en seront exclus, à moins d'accepter de compenser les inégalités naturelles par une aide scientifique. Il nous faut donc repenser l'école, sinon, pour Laurent Alexandre, « l'éducation sera la prochaine sidérurgie ». Pour faire face à l'IA et combler les inégalités intellectuelles, le neurobiologiste va jusqu'à plaider pour une neuroaugmentation, c'est-à-dire soit la sélection génétique, soit l'implantation de stimulateurs, une hybridation entre l'homme et la machine.

Choisir son QI

Son plaidoyer transhumaniste tient en une question : qui acceptera de laisser son enfant avec un QI normal quand toute sa génération pourra se voir façonner un quotient intellectuel de 160 ? Le revers de cette pièce, il le signale, est que nos enfants nous rendront comptables de la totalité de leur être.

Pour lui, après le capitalisme marchand de la République de Venise et le capitalisme industriel du XIX^e siècle, nous entrons dans « le capitalisme cognitif » qui est aussi, il ne le cache pas, un « brouillard civilisationnel ». En clair, entre IA et intelligence humaine, nous devons nous préparer à vivre une guerre des cerveaux, un big bang sociétal qui ne manque pas de nous projeter dans des débats éthiques vertigineux. ■





les colloques

FONDATION IDENTITÉ & DÉMOCRATIE

Dans le cadre de sa réflexion sur les questions européennes, la Fondation « Identité et Démocratie », comprenant les députés européens du Rassemblement National organise régulièrement des colloques.

Ces événements contribuent à nourrir le débat d'idées, indispensables à une action parlementaire pertinente et cohérente, énergique et éclairée.

Ces rencontres permettent d'associer autour de députés de nationalités différentes des personnalités extérieures dont l'analyse et l'expertise tracent les voies d'un débat intellectuel qui fait intégralement partie d'une démocratie vivante et prospective.

ONT DÉJÀ EU LIEU :

le 21 avril 2023
WOKISME, **DÉCONSTRUIRE LA DÉCONSTRUCTION**

le 19 juin 2023
RELEVER **LE DÉFI DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE**

...et bien d'autres à venir

La Fondation ID est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de ces événements



INSCRIVEZ-VOUS
POUR PARTICIPER
AU PROCHAIN
COLLOQUE ID



ESPAGNE

RONDA ET LA GORGE DEL TRAJO

Formée il y a plus de 5 millions d'années, la Gorge del Trajo est surplombée par le Ponte Nuevo. Symbole architectural de la commune de Ronda, l'un des villages blancs les plus célèbres et spectaculaires de l'Andalousie.



L'EUROPE UNE CIVILISATION

